



Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

Avis délibéré
de la Mission régionale d'autorité environnementale
Provence-Alpes-Côte d'Azur
sur la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) de
Menton (06)

N° MRAe
000408/A PP

PRÉAMBULE

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA s'est réunie le 13 mars 2025, à Marseille. L'ordre du jour comportait notamment l'avis sur la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) de Menton (06).

Conformément au règlement intérieur et aux règles de délégation interne à la MRAe, cet avis a été adopté par Philippe Guillard, Jean-François Desbouis, Jacques Legaigoux, Sylvie Bassuel, Marc Challéat, Jacques Daligaux et Johnny Douvinet, membres de la MRAe.

Chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de PACA a été saisie par le Maire de la commune de Menton (06) pour avis de la MRAe sur la révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) de Menton (06). Le dossier est composé des pièces suivantes :

- rapport de présentation (RP) valant rapport sur les incidences environnementales (RIE), incluant une évaluation des incidences Natura 2000,
- projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- orientations d'aménagement et de programmation (OAP),
- règlement, plan de zonage, annexes.

Cette saisine étant conforme aux dispositions de l'article R104-23 du Code de l'urbanisme (CU) relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L104-6 CU, il en a été accusé réception en date du 18 décembre 2024. Conformément à l'article R104-25 CU, l'avis doit être fourni dans un délai de trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R104-24 CU, la DREAL a consulté par courriel du 06 janvier 2025 l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui a transmis une contribution en date du 30 janvier 2025.

Sur la base des travaux préparatoires de la DREAL et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Le présent avis est publié sur le [site des MRAe](#). Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Cet avis porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou le document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, et la participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. Il ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.

L'article R123-8-I-c) CE fait obligation à la personne responsable de mettre à disposition du public une réponse écrite à l'avis de la MRAe. Enfin, une transmission de cette réponse à la MRAe (ae-avispp.uee.scade.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr) serait de nature à contribuer à l'amélioration des avis et de la prise en compte de l'environnement par les porteurs de projets. Il ne sera pas apporté d'avis sur ce mémoire en réponse.

SYNTHÈSE

La commune de Menton, située dans le département des Alpes Maritimes, comptait 31 797 habitants en 2021, sur un territoire de 1 405 hectares. Elle fait partie intégrante de la bande littorale urbanisée de la Riviera française et possède une façade maritime comportant une succession de plages. La construction d'ouvrages portuaires ou de défense contre la mer a contribué à sectoriser le littoral.

La révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) de Menton prévoit, à l'horizon 2035, l'accueil de 3 639 habitants supplémentaires et un besoin de 2 064 nouveaux logements (dont 884 logements à caractère social).

La révision du PLU s'inscrit dans une logique positive de modération des objectifs de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers et de densification des zones urbaines par renouvellement urbain, en cohérence avec la loi Climat et résilience du 22 août 2021.

Toutefois, le dossier n'explicite pas suffisamment dans les choix d'aménagement retenus par le PLU révisé, la prise en compte des enjeux forts du territoire, notamment le risque d'inondation, le risque de submersion marine en lien avec le recul du trait de côte, la prise en compte du changement climatique, le bruit et la qualité de l'air.

La MRAe recommande de préciser l'articulation de l'urbanisation prévue avec la desserte en transports collectifs et en modes actifs de déplacement, et d'en intégrer les modalités dans le règlement du PLU, par exemple sous forme d'une orientation d'aménagement et de programmation.

L'ensemble des recommandations de la MRAe est détaillé dans les pages suivantes.

Table des matières

PRÉAMBULE.....	2
SYNTHÈSE.....	3
AVIS.....	5
1. Contexte et objectifs du plan, enjeux environnementaux, qualité de l'évaluation environnementale.....	5
1.1. Contexte et objectifs du plan.....	5
1.2. Les objectifs de la révision générale du PLU.....	5
1.3. Principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe.....	7
1.4. Qualité, complétude et lisibilité du dossier.....	8
1.5. Compatibilité avec le SRADDET, le SDAGE, et articulation avec la DTA.....	8
1.6. Indicateurs de suivi.....	8
2. Analyse de la prise en compte de l'environnement et des impacts du plan.....	8
2.1. Besoins fonciers et gestion économe de l'espace.....	8
2.2. Zones susceptibles d'être touchées de manière notable.....	9
2.3. Cohérence urbanisme-transports.....	10
2.4. Changement climatique.....	10
2.4.1. <i>Adaptation du territoire au changement climatique</i>	10
2.4.2. <i>Risque de submersion marine</i>	10
2.5. Risques naturels.....	10
2.5.1. <i>Inondation</i>	10
2.5.2. <i>Risques feux de forêt et mouvement de terrain</i>	11
2.6. Eau potable et assainissement.....	12
2.7. Qualité de l'air et bruit.....	12
2.8. Préservation des continuités écologiques : les trames vertes, bleues et noires.....	13

AVIS

1. Contexte et objectifs du plan, enjeux environnementaux, qualité de l'évaluation environnementale

1.1. Contexte et objectifs du plan

Avec une population résidente de 30 412 habitants en 2021 (INSEE) sur 1 405 ha et une fréquentation estivale pouvant atteindre 90 000 personnes, Menton fait partie intégrante de la bande littorale urbanisée de la Riviera française et possède une façade maritime comportant une succession de plages. La construction d'ouvrages portuaires ou de défense contre la mer a contribué à sectoriser le littoral.

Le bord de mer fait l'objet d'une pression importante du fait d'une urbanisation concentrée et de ses attraits touristiques, activités balnéaires notamment. L'activité de la commune repose essentiellement sur les fonctions tertiaires, résidentielles et touristiques. La principauté de Monaco est la première destination professionnelle, comptabilisant 70,4 % des flux domicile/travail.

Le territoire communal, qui fait partie de la communauté d'agglomération de la Riviera Française¹ (CARF), est concerné par la directive territoriale d'aménagement des Alpes-Maritimes. Le schéma de cohérence territoriale de la Riviera Française et de la Roya est en cours d'élaboration².



Figure 1: Localisation de la commune de Menton (source: Batrame)

1.2. Les objectifs de la révision générale du PLU

La commune est actuellement couverte par un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 5 mars 2018, qui a fait l'objet de trois modifications (en 2019, 2022 et 2023).

¹ La Communauté d'Agglomération de la Riviera Française regroupe les 15 communes suivantes : Beausoleil, Castillon, Menton, Moulinet, Roquebrune-Cap-Martin, Sospel, Gorbio, Sainte-Agnès, la Turbie, Castellar, Breil-sur-Roya, Fontan, La Brigue, Saorge et Tende.

² Le SCoT de la Riviera Française et de la Roya arrêté le 12 septembre 2019 a fait l'objet d'un avis défavorable des services de l'Etat le 30 décembre 2019 et n'a pas été approuvé.

Selon le dossier, le PLU « *devra poursuivre le développement de l'offre locative sociale afin de se conformer aux obligations de la loi SRU³ et de répondre à la très forte demande* ». Par délibération du conseil municipal en date du 1^{er} décembre 2020, la commune a arrêté le projet de PLU révisé en affichant notamment comme objectifs « *[d']affiner l'analyse urbaine des quartiers* », de « *renforcer les impératifs de protection et notamment la préservation des paysages remarquables de Menton* », de « *retranscrire sur le territoire communal de Menton des orientations d'aménagement et d'urbanisme intercommunales* » et de « *rationaliser les ressources dans un contexte de changement climatique et d'érosion de la biodiversité* ».

Les capacités d'accueil du PLU étant essentiellement localisées dans les zones urbaines déjà constituées, le développement urbain prévu dans le cadre du PLU révisé vise à lutter contre l'étalement urbain et répond aux objectifs de maîtrise de la consommation d'espace fixés dans le projet d'aménagement et de développement durable de la commune de Menton (PADD).

Le projet de PLU retient un taux moyen de croissance démographique de 0,75 % par an sur la période 2020-2035, qui porterait la population à 34 318 habitants en 2035 (15 ans). Cette estimation de 3 639 habitants supplémentaires nécessiterait, selon le dossier, la production de 2 064 logements⁴ après déduction de la réhabilitation de 193 logements inoccupés (sur 350 logements vacants estimés).

Le projet de PLU prévoit les réalisations suivantes :

- des logements situés sur des terrains en « *renouvellement urbain* », déjà anthropisés mais n'occupant plus de fonction active, apparentés à des secteurs en « *friche* ». L'estimation retenue du nombre de logements potentiels est de 1 669 ;
- en densification de l'enveloppe urbaine : des logements sans consommation d'espace naturel, agricole ou forestier (ENAF) (avec une estimation du nombre de logements potentiels de 149), ou avec consommation d'ENAF⁵ (avec une estimation du nombre de logements potentiels de 192) ;
- le changement de destination de locaux existants. L'estimation retenue du nombre de logements potentiels est de 47.

Le PLU révisé prévoit également une réduction des zones urbaines (U) ou à urbaniser (AU) au profit de zones naturelles (N). La MRAe observe qu'environ 18 ha classés en zones U et AU dans le PLU en vigueur sont été reclassés en N. Le dossier indique que les zones N et A du PLU représenteront 66,1 % de la surface communale.

Seule une ouverture à l'urbanisation d'un espace naturel agricole et forestier de 1 513 m² est prévue. Il prévoit également des emplacements réservés pour des aménagements de voirie et équipements publics.

Le PLU révisé comprend deux orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielles, situées en zone du PLU révisé. Ces OAP sont destinées à la « *requalification du boulevard urbain du Borrigo⁶* » et de « *la mise en œuvre du projet de valorisation paysagère et urbaine du secteur*

³ Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain qui impose aux communes de plus de 3 000 habitants situées dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants de disposer d'au moins 20 % de logements locatifs sociaux par rapport à leur parc de résidences principales.

⁴ Pour répondre notamment au desserrement des ménages : 446 logements, à l'accueil des nouveaux habitants : 1 811 logements

⁵ Terrains dits en « dents creuses », ayant une entité cadastrale propre et dépourvu de toute construction ou des terrains pour lesquels une division parcellaire en vue de construire sur une partie du terrain dépourvue de tout aménagement est envisageable.

⁶ Concerne l'ensemble de la traversée de la RD22 depuis la voie ferrée, prolongée par l'avenue des Accacias, dans le tissu urbain de la vallée du Borrigo.

Rondelli⁷ ». Il comprend également une OAP thématique relative aux « trames verte et bleue qui s'appliquent à l'ensemble du territoire communal »

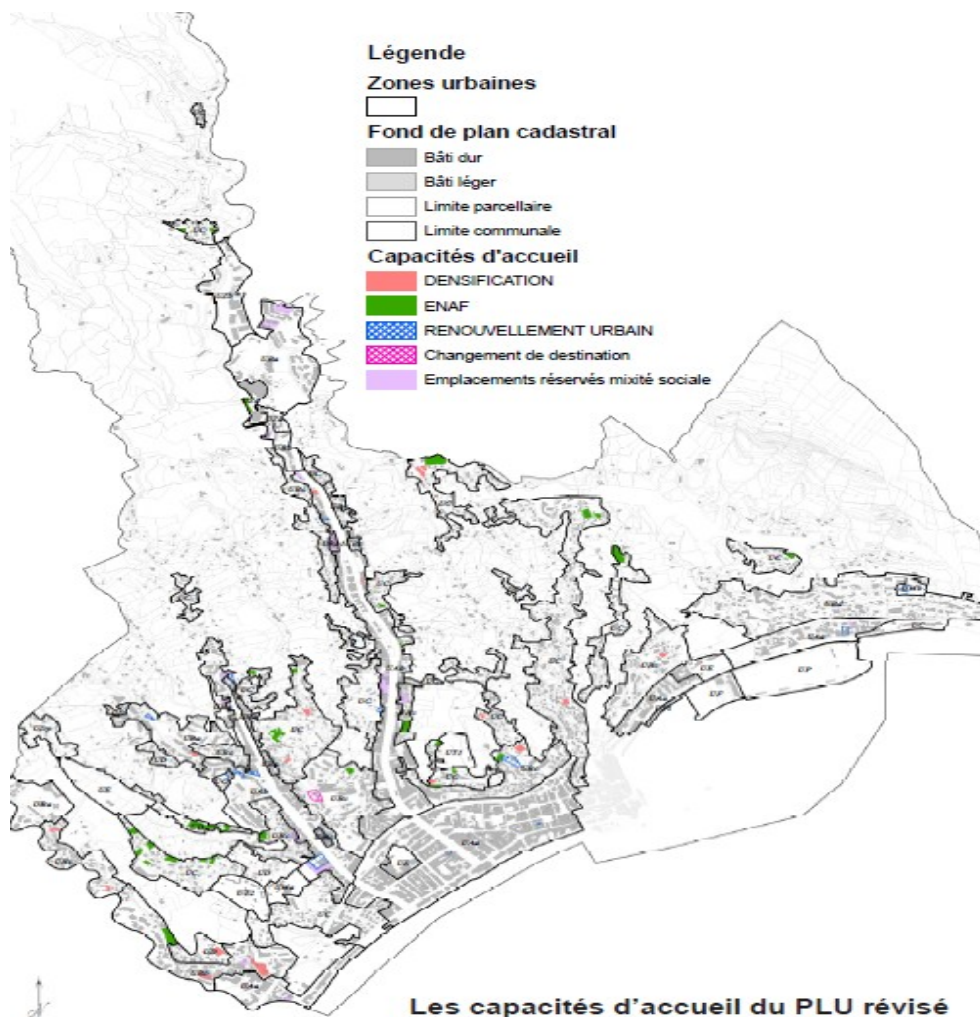


Figure 2: Capacités d'accueil du PLU révisé. Source: Rapport de présentation.

Le PLU révisé comprend deux orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielles, situées en zone du PLU révisé. Ces OAP sont destinées à la « *requalification du boulevard urbain du Borrigio⁸* » et de « *la mise en œuvre du projet de valorisation paysagère et urbaine du secteur Rondelli⁹* ». Il comprend également une OAP thématique relative aux « trames verte et bleue qui s'appliquent à l'ensemble du territoire communal »

1.3. Principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe

Au regard des spécificités du territoire et des effets potentiels du plan, la MRAe identifie les enjeux environnementaux suivants :

- ⁷ Les zones de stationnement et de voiries seront rendus à des espaces jardinés pour créer un grand parc de loisirs et sportif. Le centre commercial sera réhabilité et accessible depuis un parking public enterré sous l'esplanade et en partie sous le jardin.
- ⁸ Concerne l'ensemble de la traversée de la RD22 depuis la voie ferrée, prolongée par l'avenue des Accacias, dans le tissu urbain de la vallée du Borrigio.
- ⁹ Les zones de stationnement et de voiries seront rendus à des espaces jardinés pour créer un grand parc de loisirs et sportif. Le centre commercial sera réhabilité et accessible depuis un parking public enterré sous l'esplanade et en partie sous le jardin.

- la gestion économe de l'espace communal pour une limitation de l'étalement urbain ;
- la cohérence urbanisme-transports ;
- l'adaptation aux effets du changement climatique (îlots de chaleur, réduction des émissions de gaz à effet de serre, recul du trait de côte et risque de submersion marine) ;
- la disponibilité et la qualité de la ressource en eau ;
- la prise en compte des risques naturels (inondation, mouvement de terrain, incendie de forêt) ;
- l'amélioration du trafic et des conditions de déplacement ;
- la préservation de la biodiversité, des continuités écologiques et la qualité du paysage.

1.4. Qualité, complétude et lisibilité du dossier

Sur la forme, le rapport de présentation expose les principaux enjeux du territoire, le contenu technique de la révision du PLU et les principaux impacts sur l'environnement.

Sur le fond en revanche, la MRAe considère que l'évaluation environnementale du PLU révisé doit faire l'objet de compléments significatifs sur des thématiques importantes telles que le risque de submersion marine et de tsunami dans un contexte de changement climatique, l'assainissement des eaux usées et la qualité de l'air et bruit (voir rubriques concernées du présent avis).

1.5. Compatibilité avec le SRADDET, le SDAGE, et articulation avec la DTA

La compatibilité du projet de PLU révisé avec le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) se limite à la présentation de ses objectifs, sans analyse de leur compatibilité avec le projet de PLU.

La compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE 2022-2027) et l'articulation avec la directive territoriale d'aménagement (DTA) n'appellent pas d'observation.

La MRAe recommande d'analyser la compatibilité du projet de PLU avec le SRADDET.

1.6. Indicateurs de suivi

Les critères et indicateurs retenus pour l'analyse des résultats de la mise en œuvre du plan sont définis pour les principales thématiques environnementales concernées par la révision du PLU mais ne sont pas assortis d'un état de référence, ni de valeurs-cibles à atteindre à l'horizon 2035, ni de mesures correctrices en cas de non-atteinte des objectifs.

La MRAe recommande de compléter le dispositif de suivi du PLU par un état de référence et des objectifs chiffrés afin de le rendre pleinement opérationnel et de préciser, pour chaque indicateur, les mesures correctrices en cas non-atteinte des objectifs.

2. Analyse de la prise en compte de l'environnement et des impacts du plan

2.1. Besoins fonciers et gestion économe de l'espace

Le projet de PLU révisé estime à 9,8 ha la consommation foncière passée d'espaces naturels agricoles et forestiers, sur la période 2011-2021 selon un taux de 0,98 ha par an.

Dans le cadre de son orientation 5 « Fixer les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain », le projet de PADD fixe un objectif de consommation future de

l'ordre de 4,5 ha à l'horizon 2035 pour répondre aux besoins en logements et en équipements, soit un rythme annuel ramené à 0,3 ha sur une période de 15 ans. Cet objectif, rapporté à la période 2021-2035, induit une consommation foncière de 4,5 hectares sur 15 ans, soit une réduction de plus de deux tiers de la consommation foncière passée 2011-2021.

Le projet de PLU indique en outre que l'ensemble de la consommation foncière prévisionnelle se fera au sein des espaces urbanisés déjà identifiés dans le PLU en vigueur. Seule une ouverture à l'urbanisation est prévue sur des espaces naturels, agricoles et forestiers par le projet de PLU, pour « *de l'activité et de l'équipement* » (zones Izb et Uzc du Haut Carei).

La MRAe considère que l'ensemble de ces dispositions du PLU révisé constitue une évolution positive, favorable à la gestion économe de l'espace naturel et agricole communal, en cohérence avec la loi Climat et résilience du 22 août 2021.

2.2. Zones susceptibles d'être touchées de manière notable

Le secteur du parc littoral Rondelli, situé en zone UF¹⁰, dont l'aménagement est encadré par une OAP, se divise en plusieurs sous-secteurs situés au niveau du front de mer. L'OAP poursuit un objectif de requalification de ces espaces, marqués notamment par la présence de nombreuses aires de stationnement. Il est relevé que la quasi-totalité du site « *est imperméabilisée (constructions et enrobé des voiries et parkings)* ».

Il est prévu l'aménagement d'un parc paysager et de loisir, la réhabilitation du centre commercial et la création d'un pôle sportif et d'un parking public sous-terrain.

Le dossier identifie plusieurs enjeux environnementaux forts : la prise en compte du risque de « *submersion marine-tsunami* », l'intégration paysagère des futurs aménagements et la préservation des cônes de vue vers la mer, l'accessibilité aux modes actifs de déplacement et la diminution du trafic automobile.

Pour la MRAe, les principes d'aménagement définis par l'OAP présentent un caractère général qui ne permet pas d'apprécier la prise en compte effective des enjeux importants de ce secteur :

- L'analyse des incidences ne démontre pas, s'agissant du risque de submersion marine, la prise en compte des dispositions du porter à connaissance de l'État de novembre 2017¹¹ qui formule des recommandations applicables en fonction des secteurs exposés à des niveaux marins de référence forts ;
- Sur la question de l'accessibilité aux modes actifs, il est indiqué que « *des liaisons piétonnes sur tout le linéaire seront valorisées* ». La MRAe constate que l'OAP ne localise pas ces cheminements et ne précise pas comment ces cheminements s'inscrivent dans un réseau global cohérent de pistes cyclables desservant le territoire communal.

La MRAe recommande de reprendre l'analyse des incidences du réaménagement du secteur du front de mer sur le risque de submersion marine et l'accessibilité afin de démontrer la prise en compte de l'ensemble de ces enjeux par l'intégration de mesures adaptées dans le règlement de l'OAP.

¹⁰ La zone UF correspond à une zone à vocation d'espace de loisirs, située en front de mer, destinée à maintenir les activités existantes à usage de services et commerces, ainsi qu'à accueillir des activités de loisirs et des équipements sportifs.

¹¹ [Porter à connaissance submersion marine hors TRI - Novembre 2017](#)

2.3. Cohérence urbanisme-transports

Selon le dossier « *le territoire de taille réduite, bien maillé en infrastructures piétonnes et bien desservi par les transports en commun, offre de multiples alternatives à la voiture* », notamment pour les flux très importants de déplacements domicile-travail en direction de Monaco.

Il est indiqué que l'orientation 4 du PADD « *Poursuivre le maillage de pistes cyclables sécurisés le long des axes structurants : notamment le Borrigo et le bord de mer* » compte tenu du fait que, selon le dossier, l'utilisation du vélo reste encore en retrait par rapport aux autres moyens de transport avec seulement 1,7 % des trajets domicile-travail. Les actions envisagées visent à l'amélioration des transports en commun et au déploiement des modes de déplacements actifs sur l'ensemble du territoire.

Toutefois, la déclinaison opérationnelle de ces orientations à caractère général est insuffisante avec les principaux secteurs de projet du PLU révisé, notamment le secteur du parc littoral Rondelli et ceux à vocation d'habitat. Selon la MRAe, une OAP thématique transport mérite d'être envisagée.

La MRAe recommande de préciser l'articulation de l'urbanisation prévue avec la desserte en transports collectifs et en modes actifs de déplacement, et d'en intégrer les modalités dans le règlement du PLU, par exemple sous forme d'une OAP.

2.4. Changement climatique

2.4.1. Adaptation du territoire au changement climatique

La végétalisation (création d'espaces verts) et la limitation de l'artificialisation des sols prévues par le PLU dans le parti d'aménagement du territoire constituent des moyens d'actions efficaces de lutte contre les îlots de chaleur.

La MRAe souligne favorablement la mise en œuvre de ces dispositions, qui contribuent à un environnement plus favorable à la santé.

2.4.2. Risque de submersion marine

[Le porter à connaissance Etat](#) sur la submersion marine met en évidence l'existence d'aléas dans le secteur très urbanisé autour des zones portuaires et des plages de la commune.

Le dossier indique que le PLU révisé prend en compte ce risque en réaménageant les zones sensibles du littoral « *pour éviter les phénomènes de submersion et conserver l'intégrité au moins partielle du front de mer* ». Le règlement intègre la superposition des aléas et des contraintes concernant le risque de submersion marine par la définition d'un zonage spécifique (zones Nm, NPI, UP UF) s'appliquant aux zones basses littorales potentiellement concernées par des aléas et la définition de principes d'inconstructibilité, avec des exceptions (équipements d'intérêt collectif, sportifs et service public, etc...).

2.5. Risques naturels

2.5.1. Inondation

La commune de Menton est particulièrement concernée par la problématique de l'inondation par débordement de cours d'eau et par ruissellement, qui doit être intégrée à la révision du PLU. La commune possède un réseau hydrographique composé principalement de cours d'eau secondaires drainant les talwegs et de vallons secs. La présence de fortes pentes, notamment dans la partie haute du territoire, peut engendrer, lors de phénomènes pluvieux de forte intensité, un ruissellement important susceptible de conséquences néfastes sur les personnes et les biens situés en aval.

2.5.1.1. Débordement de cours d'eau

Le plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) couvrant la commune de Menton est en cours d'élaboration. Les cartes d'aléas du PPRi ont été portées à la connaissance de la commune mais ne sont pas annexées au rapport de présentation, ni au PLU.

Le rapport de présentation n'évalue pas les incidences d'éventuelles inondations par débordement de cours d'eau. Aucune mesure de réduction d'exposition des personnes n'est proposée dans le règlement via, par exemple, des contraintes d'aménagement dans les secteurs concernés.

Selon la MRAe, le projet de PLU révisé ne développe pas suffisamment la prise en compte de la gestion des risques d'inondation afin de démontrer sa compatibilité avec le PGRI et le SDAGE 2022-2027.

La MRAe recommande d'expliquer comment le risque inondation a été intégré dans la séquence éviter-réduire-compenser et dans le règlement du PLU.

2.5.1.2. Ruissellement

Le plan de prévention des risques inondation en cours d'élaboration n'intègre pas le ruissellement.

Selon le dossier, « le projet de PLU prend en compte les études hydrauliques réalisées par les services de l'État ainsi que les cartes d'aléas », « les zones à aléas ruissellement [...] correspondent aux zones tampons de 5 m de part et d'autres des vallons et cours ». Ces études ne sont pas annexées au rapport de présentation.

Concernant la gestion des eaux pluviales en lien avec le ruissellement, le dossier fournit peu d'indications sur les caractéristiques, le fonctionnement et l'état du dispositif de collecte des eaux (unitaire ou pluvial), et la mention succincte « le réseau des eaux pluviales est assez bien distribué sur l'ensemble de la commune avec comme exutoire la mer via les vallons existants et une partie du réseau de collecte des eaux pluviales ».

L'imperméabilisation des sols provoquée par les nouveaux aménagements entraînera une augmentation du volume des eaux de ruissellement collectées dans le réseau unitaire communal.

Les OAP sectorielles Rondelli et Borrigo incitent essentiellement à désimperméabiliser les sols. Le règlement du PLU révisé prévoit la mise en place d'un système de rétention des eaux pluviales pour toute création de surface imperméabilisée, sur la base d'une étude hydraulique appropriée.

La MRAe recommande d'expliquer comment le risque de ruissellement a été intégré dans la séquence éviter-réduire-compenser, notamment en démontrant l'adéquation entre le réseau d'eaux pluviales et l'évolution du PLU.

2.5.2. Risques feux de forêt et mouvement de terrain

La commune est également concernée par les risques d'incendie de forêt et de mouvements de terrain, peu examinés dans le dossier de PLU révisé qui mentionne de façon générale que « l'ouverture à l'urbanisation sera fonction du niveau du risque et de la prise en compte des risques dans les permis de construire ».

Les principales dispositions préventives prévues par le PLU révisé portent sur la prise en compte du PPR mouvements de terrain et sur quelques mesures concernant la protection des secteurs urbanisés du territoire vis-à-vis du risque de feux de forêt, telles que l'utilisation des espaces agricoles comme zones "tampon" entre l'urbanisation et les massifs forestiers, et la défendabilité de tous les secteurs construits (voies d'accès adaptées et présence d'hydrants).

Pour la MRAe, il manque une analyse, pour les aléas d'incendie de forêt, des effets induits et subis à l'échelle de la commune.

La MRAe recommande de préciser les modalités de prise en compte du risque d'incendie de forêt par le PLU révisé.

2.6. Eau potable et assainissement

La disposition 7-05 du SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée prévoit de rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource en eau.

Selon le dossier, l'alimentation en eau potable de la commune provient de deux ressources :

- l'eau de la Vésubie pour 40 %;
- l'eau de nappe alluviale de la Roya pour 60 %.

Les annexes sanitaires comportent une note technique ayant pour objet de préciser les conditions actuelles d'alimentation en eau potable et les perspectives à l'horizon 2035 pour la commune.

La MRAe n'a pas d'observations à formuler sur le volet ressource en eau potable.

S'agissant de l'assainissement, le traitement des eaux usées de la commune est assuré par la station d'épuration de Menton. Cette station, d'une capacité de 80 000 équivalents habitant (EH) et mise en service en 1995, dessert les communes de Menton, Gorbio, Saint-Agnès, Vintimille et Cap Martin. Elle est conforme, en performance et en équipement (données issues du portail de l'assainissement pour l'année 2019).

Le rapport de présentation du PLU révisé indique que le raccordement au réseau collectif d'assainissement est obligatoire sur la totalité des zones urbaines et que, lorsque les secteurs des zones agricole (A) et naturelle (N) ne sont pas raccordables, les eaux usées des constructions existantes ou à venir doivent être traitées par un dispositif d'assainissement autonome conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Toutefois, la MRAe relève que la capacité de la station d'épuration à traiter le surcroît d'effluents générés par l'accroissement de population prévu par le PLU à l'horizon 2035 n'est pas explicitement analysée, notamment en période de forte fréquentation touristique estivale (puisque la population dépasse déjà actuellement les 90 000 personnes).

La MRAe recommande de justifier la capacité de la station d'épuration à traiter les effluents de la future population permanente et touristique.

2.7. Qualité de l'air et bruit

Selon le dossier, la commune de Menton I est concernée par une ambiance sonore et une qualité de l'air exposée aux bruits et aux multi-polluants, principalement en période de forte fréquentation touristique estivale, aux abords des infrastructures routières¹², classées en infrastructures bruyantes de catégorie 3 et 4.

Le projet de PLU révisé ne présente aucune analyse de la qualité de l'air et des nuisances sonores au niveau des secteurs de projet en densification (Borrigo et Rondelli) proches des infrastructures routières classées en infrastructures bruyantes de catégorie 3 et 4.

La MRAe recommande de réaliser une évaluation de l'exposition des populations aux nuisances sonores et à la pollution atmosphérique au niveau des secteurs de projet Borrigo et Rondelli .

¹² Autoroute A8, routes départementales : RD22, RD23, RD52, RD123, RD2566, RD6007, RD6327.

2.8. Préservation des continuités écologiques : les trames vertes, bleues et noires

L'OAP thématique dédiée définit les « *actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques* ». Des recommandations relatives au maintien de l'intégrité du réservoir de biodiversité du nord du territoire, à la préservation de la trame bleue reliant les hauteurs de la commune et le littoral, et à la protection de l'environnement nocturne y sont présentées.

Les OAP sectorielles comportent des représentations cartographiques des continuités écologiques (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, obstacles aux continuités écologiques, coupures d'urbanisation...), qui permettent d'argumenter, de spatialiser et de concrétiser les objectifs de préservation et de remise en bon état des éléments de la trame verte et bleue¹³ du territoire communal.

Toutefois, la MRAe constate que le projet de PLU ne cartographie pas la trame noire¹⁴ à préserver ou à restaurer (réservoirs de biodiversité constituant des noyaux où la biodiversité à vie nocturne est la plus riche, corridors écologiques exempts de lumière artificielle jouant le rôle d'axes de déplacement de la faune nocturne pour relier ces réservoirs entre eux).

La MRAe recommande de compléter le projet de PLU (PADD ou OAP) par l'identification de la trame noire à préserver ou à restaurer.

¹³ La trame verte et bleue est un réseau d'espaces et de continuités écologiques terrestres et aquatiques contribuant à la préservation de la biodiversité.

¹⁴ La trame noire est un réseau formé de corridors écologiques caractérisé par une certaine obscurité. Nées dans le sillage de la trame verte et bleue, l'objectif des trames noires est de protéger la biodiversité nocturne de la pollution lumineuse.